



CONSEIL DE COMMUNAUTE

MERCREDI 03 AVRIL 2019

L'an deux mille dix neuf, le trois avril, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, TANDEO Gilles

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane, RIOU Michel

Conseil de Communauté du 3 avril 2019
Délibération n°DCC2019_048

Objet	Création d'une commission consultative des services publics locaux
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Services techniques
Thème	Affaires générales

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté va prochainement franchir le seuil des 50 000 habitants au-delà duquel elle devra mettre en place une commission consultative des usagers des services publics locaux. Le transfert de compétence de l'eau potable et désormais le transfert en délégation de gestion des services de l'eau et l'assainissement seraient les premiers domaines où cette commission consultative aurait à se prononcer.

Cette commission pourrait être élargie dans le futur à d'autres compétences gérées en délégation ou en régie avec autonomie financière.

Le conseil de Communauté sera appelé à approuver la mise en place de cette commission présidée par le président de la Communauté ou son représentant. Cette commission comprendra des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et de représentants d'associations locales.

En fonction de l'ordre du jour, la commission pourra, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Cette commission devra examiner :

- Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public de l'eau et de l'assainissement ou rapport d'activité du délégataire (RAD) produit avant le 30 juin de l'année N+1,
- Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 (RPQS) produit par la Communauté avant le 30 septembre de l'année N+1,
- Le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière produit par les services de la Communauté avant le 30 juin de l'année N+1, et le cas échéant le rapport mentionné à l'article L. 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

Elle sera consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur :

- Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4;
- Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie;
- Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2;
- Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par

cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'elle fixe, l'assemblée délibérante peut charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier son article L1413-1, modifié par Ordonnance n°2016-1562 du 21 novembre 2016 - art. 31

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 15 janvier 2019

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 18 décembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la mise en place d'une commission consultative des usagers des services publics locaux telle que définie dans la délibération. Cette commission sera présidée par le président ou son représentant.

Article 2 : approuve la composition de cette commission comme suit :

- le président de la Communauté ou son représentant,
- 3 conseillers communautaires titulaires et 3 conseillers communautaires suppléants :

Titulaires	Suppléants
Yvon BESCOND Viviane BERVAS Jean Jacques PITON	Gilles CALVEZ Georges PHILIPPE Robert ANDRE

- 3 membres titulaires et 3 membres suppléants des associations locales suivantes :

Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV)		Que Choisir		Entreprendre	
Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
Dominique MICOLOD	Jean Guillaume TRAON	Michel CHESNEL	Lionel GELLA	Erwan MONFORT	Jean Yves LAOUENAN

Le règlement intérieur de la commission sera présenté lors de la première réunion de la commission pour approbation